



Madame la Rectrice,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les membres de cette CAPA congés de formation professionnelle des professeur.es certifié.es,

Nous ne pouvons pas commencer cette CAPA sans regretter le net recul de notre démocratie. Les dernières élections présidentielles ont banalisé la présence de l'extrême droite dans le paysage politique français et bon nombre d'électeurs et d'électrices ont choisi de ne pas aller aux urnes au second tour, ne trouvant pas de voie correspondant à leurs valeurs. Un espoir se fait jour : un réel contre-pouvoir semble ouvrir des portes pour les prochaines législatives avec comme objectifs plus de services publics et une meilleure justice sociale.

Les personnel.les de l'Éducation Nationale ne sont pas épargné.es : iels subissent aussi un déclassé salarial. La preuve en est la difficulté à recruter depuis ces dernières années, les chiffres d'admissibilité aux CAPES de mathématiques et d'allemand parlent d'eux-mêmes. Et comment réussir sereinement un concours lorsque l'on est envoyé enseigner à plus de 40 km de son université, trois fois par semaine, en plus de son emploi du temps d'étudiant.e ? Plus généralement, les personnel.les d'éducation ont subi pendant des longues années et continuent de subir le mépris de leur Ministre qui leur a imposé des réformes sans aucune concertation. Nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur le nom qu'Élisabeth Borne – ministre de la triste réforme de l'assurance chômage - choisira pour le ministère de l'Éducation Nationale ; ce qui est sûr c'est que Jean-Michel Blanquer n'a plus sa place au gouvernement, tant la casse du service public d'éducation a été mise en œuvre.

Comme les services publics de la justice, de la santé, l'École publique se meurt alors que des écoles privées hors contrat ouvrent chaque année. Les salaires des titulaires, *de facto* des non titulaires et des personnels précaires sont les plus bas de l'Union Européenne. La réforme du collège, puis celle du baccalauréat et du lycée ont nettement dégradé les conditions de travail de toutes et tous et ont créé une vraie perte de sens du métier, sans donner de réponse aux difficultés des élèves et de leur famille. La rustine du pseudo retour des mathématiques en voie générale annoncée dans la précipitation n'est qu'un exemple qui laisse présager à nouveau une rentrée chaotique. Ce fiasco doit cesser : nous demandons l'abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée, de la réforme Parcoursup. Nous demandons un plan d'urgence qui garantisse les moyens budgétaires et humains pour corriger les effets de la crise Covid sur les apprentissages. Nous exigeons que les personnel.les soient respecté.es dans leur expertise et que cessent les injonctions de toutes sortes. Nous exigeons le rétablissement de toutes les CAPA et le respect du paritarisme, le respect du vote des personnel.les qui bientôt seront appelé.es à élire leurs représentant.es. Ces personnel.les exigent que le mot de « dialogue social » cesse d'être galvaudé et que transparence et équité redeviennent les principes qui règlent opérations de carrière et de mobilité. Nous en sommes loin, y compris dans notre académie et en dépit des réunions organisées par la DPE. Nous regrettons que Mme la Rectrice ait refusé d'organiser un groupe de travail barèmes/vœux alors même que les remontées que nous avons témoigné cette année encore d'erreurs conséquentes sur les barèmes. Loin de nous l'idée de montrer du doigt les services dont nous mesurons l'état d'épuisement et la manifeste bonne volonté. Il est clair pourtant que ces opérations requièrent un regard collégial, un examen

attentif et expert, seul à même de corriger les écueils que vous avez vous même provoqués avec, par exemple, la circulaire tardive concernant la rénovation du collège Henri IV. De même, nous avons contesté, l'an dernier, la manière expéditive dont Mme Depardieu avait choisi de traiter les demandes de recours à la suite des rendez-vous de carrière et nous continuons à le faire cette année, considérant à juste titre qu'une demi-journée pour deux CAPA est insuffisante.

Notre expertise d'enseignant.es est le fruit d'une formation scientifique et didactique acquise au cours de la formation initiale, de la pratique du métier. Elle aurait à s'enrichir grandement d'une formation continue de qualité, qui ne soit pas instrumentalisée, ni dans sa forme ni dans ses contenus, qui soit nourrie de la recherche dans sa grande diversité. Elle aurait à s'enrichir encore de la possibilité pour les collègues de bénéficier en plus grand nombre d'un congé formation quand le contingent demeure insuffisant pour satisfaire les demandes réitérées. Nous dénonçons le décalage qui demeure entre le discours sur la mobilité des parcours et les insuffisances d'accompagnement et de moyens que l'administration choisit de donner aux personnel.les.